



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

sapeurs-pompiers

Question au Gouvernement n° 2483

Texte de la question

SAPEURS-POMPIERS

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Monsieur le ministre de l'intérieur, dimanche soir, en exerçant leur mission pour sauver des vies, trois secouristes ont perdu la vie dans l'accident de leur hélicoptère. La nation est endeuillée. Nous nous joignons aux mots d'hommage prononcés. Il faut répondre au drame, mais il faut aussi résoudre le grand conflit entre les sapeurs-pompiers et l'État, qui dure depuis des mois.

M. Maxime Minot. C'est vrai : ils en ont marre !

Mme Caroline Fiat. Ils veulent des réponses concrètes à leurs revendications. Ils vous interpellent : « La sécurité, ça n'a pas de prix, mais ça a un coût »,...

M. Pierre Cordier. Très juste !

Mme Caroline Fiat. ...« le nombre d'interventions explose, il faut qu'on soit plus nombreux ! », « les gens nous soutiennent, mais on ne décide rien », « on espère que le Gouvernement va enfin nous entendre, on est sur les genoux dans les casernes ! »

Avec 80 % de pompiers volontaires occupant un emploi par ailleurs, les pompiers ont besoin d'une augmentation de leurs effectifs. Il faut ouvrir davantage de postes de pompiers professionnels. Bravant les flammes, au péril de leur vie, les pompiers réclament 28 % de hausse de la prime de feu, pour que leur prise de risque soit justement reconnue. Ils demandent à être entendus et réclament que cesse le jeu de ping-pong entre l'État et les collectivités territoriales, c'est-à-dire entre le législateur et ceux qui financent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Monsieur le ministre, c'est à l'État d'allouer un budget suffisant à ces soldats du feu. Il vous suffirait d'augmenter la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, la TSCA. Sortirez-vous le chéquier pour donner de véritables moyens aux sapeurs-pompiers de notre pays ? (*Mêmes mouvements*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Avec Christophe Castaner, dont je vous prie de bien vouloir excuser l'absence – il participe au conseil des ministres allemand –, nous connaissons bien évidemment l'engagement et le dévouement dont font preuve les sapeurs-pompiers.

Comme vous le savez, des discussions sont en cours sur un grand nombre de thématiques que vous avez abordées. Je pense notamment aux nombreuses interventions de secours à personne, qui ne sont pas toujours justifiées ; nous travaillons sur ce sujet avec Mme la ministre des solidarités et de la santé afin de pallier les carences hospitalières et d'organiser la mise en place de coordinations ambulancières dans chaque centre 115 et dans chaque SAMU à partir de 2020.

Nous travaillons également sur la plateforme d'appels commune aux services d'urgence, le fameux numéro 112, que nous allons expérimenter dans un certain nombre de départements – le ministre de l'intérieur s'est d'ailleurs déplacé dans le département du Tarn-et-Garonne pour évoquer ce sujet, il y a quelques semaines seulement.

Vous avez évoqué un certain nombre de discussions qui sont en cours et qui vont se poursuivre. Elles portent sur des préoccupations légitimes des sapeurs-pompiers. S'agissant de la réforme des retraites, le ministre de l'intérieur et moi-même avons reçu les organisations syndicales, en présence du haut-commissaire aux retraites. D'autres discussions portent notamment sur le volume des recrutements et sur la prime de feu, que vous avez d'ailleurs citée. Sur ce sujet, comme vous le savez, il n'y a pas de « partie de ping-pong » entre l'État et les collectivités employeuses ; nous respectons simplement la libre administration des collectivités locales, qui sont les financeurs et les employeurs.

Une première réunion s'est tenue avec les organisations syndicales sur le sujet de la prime de feu ; soyez sûrs que les discussions en cours se poursuivront, tant sur ce sujet que sur celui des recrutements. Le dialogue n'est absolument pas rompu avec les sapeurs-pompiers, dont nous connaissons parfaitement l'engagement, la détermination et le dévouement. Ils ont tout le soutien du Gouvernement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme Caroline Fiat.

Mme Caroline Fiat. Des discussions, des discussions, des discussions... Le temps des discussions, c'est bien, mais le temps des actes, c'est mieux ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe FI.)*

Monsieur le secrétaire d'État, vos mots sont une nouvelle violence à l'égard des sapeurs-pompiers – une violence qu'ils ont déjà rencontrée, sur ordre du ministère de l'intérieur, lors de leur manifestation devant l'Assemblée nationale. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe FI. – Protestations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Nous tenons à exprimer notre vif soutien aux pompiers mobilisés. Ils se battent pour nous. Votre réponse nous montre une nouvelle fois la nécessité d'être à leurs côtés. Toutes les casernes sont mobilisées. Depuis hier, certains sapeurs-pompiers occupent jour et nuit la place de la République à Paris – tout un symbole ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe FI.)* Comment ne pas être choqués qu'un gouvernement abandonne à ce point un corps de l'État ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Fiat](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2483

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 décembre 2019](#)